

24 septembre 2005

Appel à la société québécoise et canadienne:

REJETONS LE PARTENARIAT MILITAIRE AVEC LES ÉTATS-UNIS

Aujourd'hui, une grande manifestation se déroule à Washington pour demander que les États-Unis mettent fin à l'occupation de l'Irak et en retirent immédiatement leurs troupes. Nous voulons exprimer notre entière solidarité avec les forces sociales étasuniennes qui s'opposent ainsi à la guerre d'occupation en Irak. Nous voulons également saisir cette occasion pour alerter nos concitoyennes et nos concitoyens sur l'approfondissement du partenariat politique et militaire du Canada avec les États-Unis dans le cadre de la guerre « contre le terrorisme ». Nullement défensive, cette guerre représente, à notre avis, la plus grave menace à la paix et à la sécurité mondiale. Guerre de conquête de l'empire étasunien, dont plusieurs grandes entreprises canadiennes aimeraient bien profiter, elle s'accompagne de la mise en place d'un appareil de surveillance et de répression de la population canadienne de plus en plus inquiétant.

Deux victoires significatives... mais limitées

Au cours des trois dernières années, les questions de politique internationale et militaire ont occupé une place extrêmement importante dans les préoccupations citoyennes au Québec et au Canada. D'une part, une mobilisation sans précédent a permis d'empêcher la participation officielle de l'armée canadienne à l'invasion illégale de l'Irak. D'autre part, c'est aussi notre mobilisation citoyenne qui a forcé le Premier Ministre Martin à annoncer que le Canada ne participerait pas au bouclier antimissile (BAM) des États-Unis. Dans les deux cas, le message de la population au gouvernement a été très clair : rejet de la guerre et du militarisme, rejet de l'unilatéralisme et des violations du droit international. Mais les développements de la dernière année indiquent malheureusement qu'au lieu de respecter la volonté populaire, les dirigeants politiques, économiques et militaires du Canada ont choisi d'approfondir le partenariat militaire qu'ils travaillaient déjà à mettre en place depuis quelques temps.

En effet, depuis plusieurs années, le rôle de l'armée canadienne s'est transformé radicalement, sans aucun débat public. Autrefois étroitement associée aux missions de maintien de la paix des Nations Unies, l'armée canadienne a participé, de plus en plus, à des opérations carrément offensives : bombardements aériens, puis blocus naval de l'Irak; bombardements contre l'ex-Yougoslavie; bombardements, puis invasion au sol et occupation en Afghanistan. Aujourd'hui, les missions de maintien de la paix de l'ONU comptent pour une infime partie dans le déploiement des troupes canadiennes à l'étranger. Parallèlement à ce changement, l'intégration s'est approfondie avec l'armée des États-Unis, tant au niveau des entraînements, que des équipements et du commandement. À tel point qu'en 2004, à l'insu de la population canadienne, c'est le brigadier général canadien Walt Natyncyk, alors rattaché au 3^e Corps de l'armée des

États-Unis au Texas, qui a assumé la 2^e plus haute fonction de commandement des forces d'occupation en Irak !

La guerre « contre le terrorisme » et l'Afghanistan

Ce virage militariste du Canada s'est grandement accéléré sous le couvert de la guerre « contre le terrorisme ». Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, le Canada est entré en guerre en Afghanistan. Un peu plus tard, pour « compenser » le rejet par la population canadienne d'une participation à l'invasion de l'Irak, le gouvernement canadien a offert d'augmenter à 2 000 le nombre de ses soldats en Afghanistan, en plus de prendre la direction de la force de l'OTAN à Kaboul. Mais, cette guerre, dès le départ n'avait rien d'une opération de légitime défense ou de défense de la liberté. Elle visait plutôt, pour les États-Unis, à garantir des avantages économiques qui allaient leur échapper (le pipeline gazier trans-afghan), à mettre au pouvoir un gouvernement favorable à leurs intérêts et à établir une présence militaire importante dans toute l'Asie centrale. Plus qu'à tous les autres interlocuteurs, c'est aux pays de cette région que s'adressait alors leur message menaçant « vous êtes avec nous ou vous êtes avec les terroristes ».

L'année 2005 : budget et politique de guerre

Mais c'est cette année que nos dirigeants politiques, répondant aux vœux moult fois exprimés dans les milieux économiques et militaires du Canada, ont formulé le plus clairement leur vision d'un partenariat plus étroit avec l'empire étasunien, y compris au niveau de la politique étrangère et militaire. Et c'est cette année qu'ils ont décidé qu'ils prendraient les grands moyens pour sa mise en oeuvre, d'abord dans le budget 2005, puis dans le nouvel Énoncé de politique internationale.

Ils nous ont donc annoncé une hausse des dépenses militaires de 12,8 milliards sur 5 ans, ce qui aurait pour effet de presque doubler le budget de la « défense » canadienne ! Cet accroissement phénoménal de ressources vise explicitement à doubler la capacité d'intervention à l'étranger de l'armée canadienne, avec une attention particulière à ses troupes de chocs. On recrutera 5 000 soldats et 3 000 réservistes de plus et on fera l'acquisition d'équipements coûteux pour accroître la capacité de déploiement rapide de l'armée.

Dans la même logique, le Canada se dotera d'un Groupe de stabilisation et de reconstruction qui collaborera étroitement avec les groupes du même nom récemment créés aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Ces groupes visent essentiellement les États « défaillants » ou « en déroute », qui constituent un des pires dangers pour la sécurité internationale, s'il faut en croire Bush, Blair et Martin. À notre avis, cette thèse des États « défaillants » ou « en déroute » n'est que l'expression la plus récente de leur désir d'outrepasser le droit international, de légitimer leur « droit » d'envahir des pays plus faibles et de les « reconstruire » au profit de leurs grandes corporations. Une telle politique ne peut qu'accroître le ressentiment à l'égard des pays qui la pratiquent et générer davantage d'attentats contre eux.

Plus récemment, on nous annonçait que les troupes canadiennes en Afghanistan seraient déplacées de Kaboul à Kandahar, et qu'en février 2006, 1 400 soldats supplémentaires seraient envoyés dans cette zone. Une nouvelle accompagnée de déclarations du nouveau Chef d'état-major de la Défense, Rick Hillier, se réjouissant de pouvoir enfin pourchasser ces « ordures » terroristes et de voir l'armée canadienne jouer son vrai rôle « d'être prête à tuer des gens ». Presque en même temps, on annonçait le contrat mirobolant de Bell Helicopter avec le Pentagone. Belles perspectives de paix à l'horizon...

- **AUX DIRIGEANTS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET MILITAIRES DU CANADA, NOUS AFFIRMONS HAUT ET FORT :**

Que ce soit en Irak, en Afghanistan ou dans les États « défailants » que l'empire étasunien projette encore d'envahir, **NOUS REJETONS** toute participation canadienne à ces guerres d'agression, de même qu'aux tâches constabulaires de « stabilisation » et au partage du butin de la « reconstruction » qui s'ensuivent.

NOUS APPELONS au retrait immédiat de toutes les forces d'occupation étrangères en Irak et en Afghanistan.

NOUS EXIGEONS le gel immédiat des dépenses militaires et un véritable débat public sur le rôle des forces armées canadiennes.

NOUS APPELONS nos concitoyens et nos concitoyennes à rejeter la perspective d'une économie qui se fonderait encore davantage sur un partenariat militaire avec les États-Unis.

NOUS DEMANDONS que le statut de réfugié soit accordé aux déserteurs étasuniens sur la base du caractère illégal de la guerre à laquelle ils participaient.

Lois et mesures « anti-terroristes » : une menace à nos libertés

Depuis le 11 septembre 2001, le Gouvernement du Canada a déboursé plus de 9 milliards de dollars en dépenses « sécuritaires » de toutes sortes. Nous sommes convaincus que cet argent n'a pas contribué de façon réelle à accroître la sécurité de la population canadienne. Et il en va de même pour les mesures annoncées suite aux attentats de Londres ou les mesures à venir plus tard : la liste noire des personnes interdites en avion, la multiplication des caméras de surveillance dans les transports publics, les cartes d'identité et passeports biométriques, etc. À preuve, c'est à Londres, la ville où il y probablement le plus de caméras de surveillance dans le monde, que sont survenus les plus récents attentats visant un pays occidental...

Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, le Canada a adopté une loi « anti-terroriste », la loi C-36, qui définit « l'acte terroriste » de façon tellement large qu'il englobe potentiellement toutes sortes d'actions qui auraient (ou chercheraient à avoir)

un impact économique ou politique quelconque... De plus, cette loi permet d'inculper quelqu'un pour avoir, soi-disant, facilité un acte terroriste, sans qu'il soit nécessaire que cette personne ait eu la moindre idée qu'un acte terroriste était (ou allait être) commis et que son action y contribuait d'une quelconque façon ! Mais l'ombre de l'arbitraire ne s'est pas arrêtée là...

En effet, comment le gouvernement en est-il arrivé, au nom de la défense de « nos valeurs » et de « nos libertés » à justifier que l'on déporte des citoyens canadiens, tel Maher Arar, vers la torture dans leur pays d'origine ? Et à faire en sorte qu'au nom de la « sécurité nationale » l'enquête publique sur son cas se déroule à huis-clos pendant des mois ? Et qu'au terme de ces longs mois, on ne rende public qu'un résumé de quelques pages dont plus des trois-quarts ont été rendus illisibles par le SCRS pour motif de « sécurité nationale » ?

Comment peut-on prétendre que la défense de « nos valeurs » et de « nos libertés » exige leur suppression pour des non-citoyens ? Comme c'est le cas avec les certificats de sécurité, en vertu desquels des non-citoyens – sous prétexte qu'ils représenteraient un risque pour la sécurité nationale – sont détenus indéfiniment sans acte d'accusation formel et sans procès, donc sans que l'État n'ait à faire la démonstration publique du bien-fondé de ses allégations. Sommes-nous plus en sécurité parce qu'on refuse à Mohamed Mahjoub, incarcéré à Toronto depuis 5 ans en vertu d'un tel certificat, des visites contact avec sa femme et ses enfants ? Sommes-nous plus en sécurité parce qu'on lui refuse depuis des mois une biopsie recommandée par son médecin pour évaluer l'évolution de son hépatite C ?

Jusqu'à maintenant, ces violations des conventions internationales et des principes mêmes qui sont censés fonder notre société ont visé essentiellement des membres des communautés musulmanes. Elles s'ajoutent aux campagnes de peur que les politiciens et les médias propagent lors de chaque nouvel attentat. Elles s'ajoutent aux visites de harcèlement du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) lors desquelles les agents font régulièrement allusion aux nouveaux pouvoirs que leur confère la loi C-36. Sommes-nous plus en sécurité lorsqu'on intimide des communautés entières dans notre pays ?

- **AUX DIRIGEANTS POLITIQUES ET « SÉCURITAIRES » DU CANADA, NOUS AFFIRMONS HAUT ET FORT :**

Depuis plus de quatre ans, sous prétexte de vouloir protéger la population canadienne, ce sont précisément vos décisions et vos actions qui ont porté atteinte aux droits et aux libertés qui sont chers à notre société et que la Charte canadienne garantit à tous, citoyens et non-citoyens. Les leçons du passé sont limpides à cet égard : au delà des individus et des groupes visés, quand on commence à suspendre les règles du droit, c'est toute la société qui se trouve en danger.

NOUS REJETONS catégoriquement la logique de la surveillance totalitaire comme voie de notre sécurité et **NOUS EXIGEONS** le gel immédiat des dépenses « sécuritaires ».

NOUS EXIGEONS le retrait de la loi C-36, l'abolition des certificats de sécurité et le rétablissement des règles fondamentales du droit pour toutes et pour tous, sans exception.

NOUS EXIGEONS que cesse l'intimidation des communautés arabes et musulmanes au Québec et au Canada.

Campagnes de peur

Outre l'instabilité des États « en déroute » ou « défailants », les plus grandes menaces à la sécurité internationale et à la nôtre seraient le terrorisme international et la prolifération des armes nucléaires. Sur cette dernière question, nous rejetons le discours de nos politiciens qui voudraient concentrer toute notre attention sur les quelques bombes que des pays non-nucléaires – particulièrement l'Iran et la Corée du Nord – ont récemment développées ou chercheraient à développer. Tant que les puissances nucléaires – dont l'arsenal peut détruire la planète entière plusieurs fois – refuseront de désarmer, tant que l'OTAN considérera les armes nucléaires comme essentielles à « notre » sécurité, et surtout tant que les États-Unis se réserveront le droit de guerres soi-disant préventives et même de frappes nucléaires préventives, il est absurde de croire que les pays non-nucléaires ne chercheront pas à acquérir ces armes, eux aussi pour « leur » sécurité...

Concernant le « terrorisme », il va de soi que nous condamnons les attentats de New York, de Madrid et de Londres et tant d'autres qui, quand ils ne frappent pas les pays occidentaux, retiennent fort peu l'attention des grands média. Mais nous tenons tout autant à nous dissocier de l'emploi très sélectif du terme « terrorisme » par les Bush, Blair, Sharon et Martin. À nos yeux, les campagnes de bombardements nommées « Choc et stupeur », les déversements de missiles, de bombes à fragmentation, de bombes au phosphore, de napalm et de munitions à l'uranium appauvri dans des zones résidentielles, les « dommages collatéraux » qui font dix, voire cent fois plus de victimes civiles sont tout autant du « terrorisme » que les tragiques attentats de New York, de Madrid et de Londres.

Par ailleurs, nous sommes grandement préoccupés par le peu de distance critique des grands média québécois et canadiens vis-à-vis le discours officiel sur la « sécurité » et la guerre « contre le terrorisme ». Trop souvent, ils ne font qu'amplifier le message de peur des gouvernements étasunien et canadien et ils ne réalisent aucune enquête sérieuse sur les aspects concrets de cette guerre.

Pourquoi accorde-t-on une place de choix aux « sources » du SCRS et de la CIA sur la « menace terroriste » alors qu'elles n'offrent aucune information vérifiable ? Pourquoi n'y a-t-il pas d'enquêtes suivies sur les 9 milliards de dépenses « sécuritaires » du Canada depuis 4 ans ? Quelles compagnies en ont bénéficié ? Et pour livrer quelle protection réelle contre d'éventuels attentats terroristes en sol canadien ? Pourquoi ne scrute-t-on pas minutieusement la présence militaire canadienne en sol afghan, les contrats d'infrastructure militaire qu'y réalise SNC-Lavalin, la destination des munitions que cette compagnie livre au Pentagone ? Pourquoi, alors que les points de vue

opposés à la guerre et au militarisme sont loin d'être marginaux dans notre société n'en retrouve-t-on pas régulièrement l'expression articulée dans les grands média ?

- **AUX DIRIGEANTS POLITIQUES ET AUX GRANDS MÉDIA :**

NOUS NOUS INQUIÉTONS de voir apparaître les leitmotifs typiques d'un discours de guerre et nous ne sommes pas dupes des justifications qu'on nous fournit. Car ce dont il s'agit, ni plus ni moins, pour l'empire étasunien et pour ses alliés qui espèrent pouvoir y trouver leur compte, c'est d'établir leur hégémonie sur les régions du monde qui faisaient autrefois partie de la sphère « d'influence » de l'URSS : Europe de l'est, Asie centrale et certains pays du Moyen-Orient. Le coup d'envoi de cette nouvelle guerre a été la Guerre du Golfe de 1991 et l'annonce, par George Bush père, d'un nouvel ordre mondial. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, elle s'est grandement accélérée derrière un nouveau paravent : la guerre « contre le terrorisme », menée contre des « barbares », des « non-civilisés », les « forces du mal »...

À cette recherche d'hégémonie pour un « nouveau siècle américain », nous opposons notre lutte pour un nouveau siècle du genre humain.

NOUS EXIGEONS rien de moins que la paix et la sécurité pour toutes les communautés humaines. Or les vrais problèmes sécuritaires de l'humanité résident toujours dans des problèmes d'accès à l'eau potable, d'accès à la nourriture, d'accès à des soins de santé de base, d'accès à un logement décent. Scandaleusement, ils résident toujours dans la surexploitation des ressources, les assauts contre l'environnement et la production d'armes de plus en plus meurtrières qui caractérisent nos économies et qui ne sont rien de moins que suicidaires pour l'espèce humaine.

Pour la paix et la sécurité véritables sur toute la planète, NOUS EXIGEONS l'abolition totale des armes nucléaires et le démantèlement des complexes militaro-industriels partout dans le monde.

Le rêve n'est pas encore interdit, n'est-ce pas ?

SIGNATAIRES :

- Omar Aktouf, professeur HEC, candidat UFP Outremont
- Michèle Asselin, présidente, Fédération des femmes du Québec
- Jean Bellefeuille, coordonnateur Justice et Paix, Conférence religieuse canadienne
- Judith Berlyn, co-présidente, Alliance canadienne pour la paix
- Jean-Marc Biron, directeur, Centre justice et foi
- Ronald Cameron, président, FNEEQ-CSN
- Michel Chossudovsky, professeur de science économique, Université d'Ottawa
- Mario Desmarais, réalisateur et producteur

